

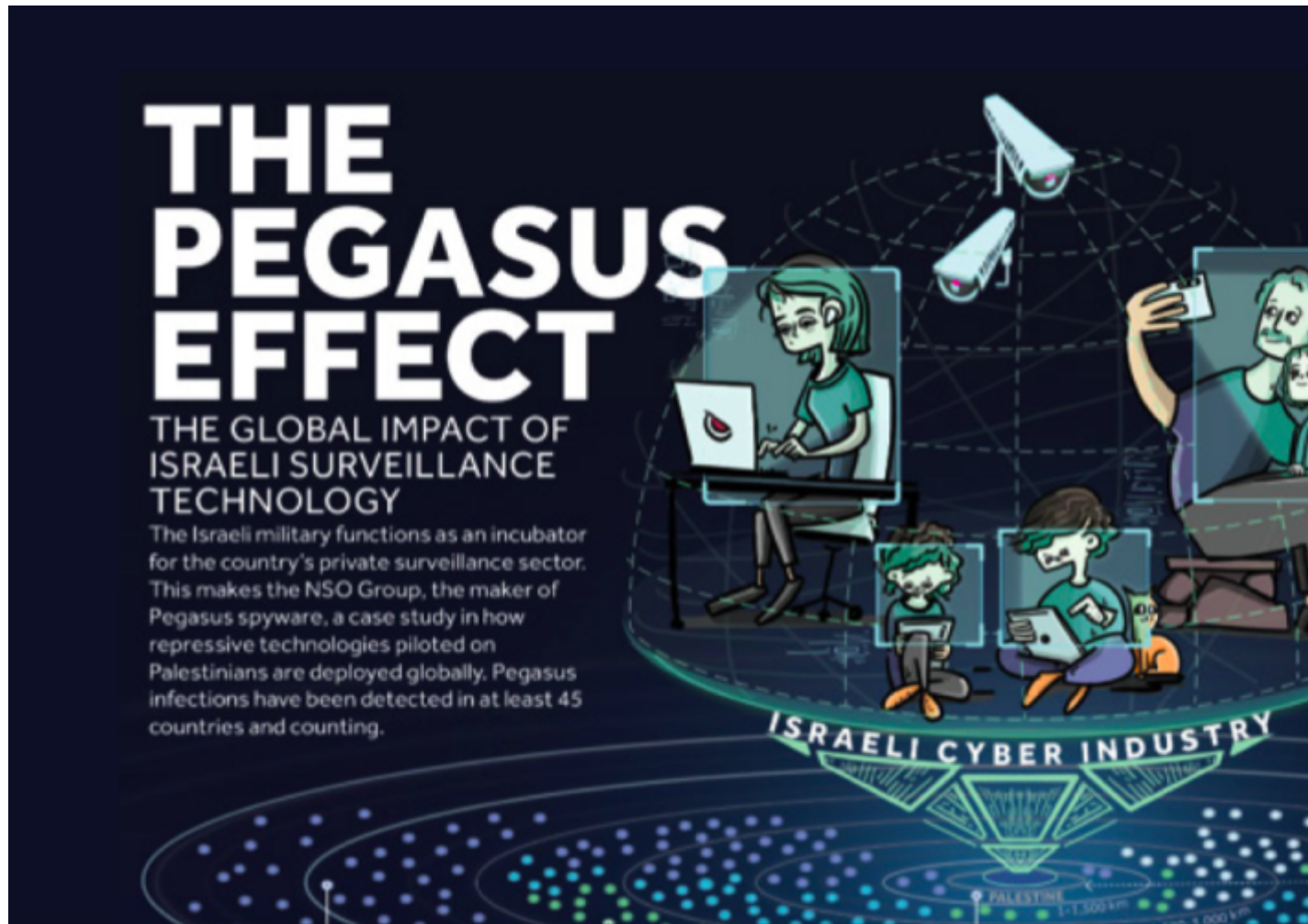


Lâ??UE fait un premier pas pour se protÃ©ger contre les logiciels espions israÃ©liens

## Description

Par lâ??ECCP, le 5 juin 2023

**COMMUNIQÃ? DE PRESSE DE Lâ??ECCP**



La commission d'enquête PEGA sur l'utilisation des logiciels espions (spyware) a publié ses recommandations finales le 22 mai 2023. Cette commission du Parlement européen a chargé d'enquêter sur les violations commises par les logiciels espions au sein de l'Union européenne.

Au lendemain du scandale Pegasus, l'ECCP a plaidé auprès de la commission PEGA :

- Que cette technologie de logiciels espions est dangereuse et qu'un tel échange commercial de vulnérabilités met entre les mains de quiconque achète la technologie un pouvoir impossible à refuser. Même les organismes chargés de l'application de la loi peuvent utiliser des logiciels espions sans en assumer la responsabilité et dépasser sans laisser de trace les limites fixées par les ordonnances des tribunaux en matière de surveillance.
- Que toutes les entreprises de logiciels espions qui opèrent actuellement dans l'UE sont des entreprises israéliennes, dont deux qui ont placé leur siège social dans l'UE pour bénéficier de l'absence de réglementation. Le secteur israélien des logiciels espions a été cultivé par le gouvernement israélien en autorisant ces sociétés, créées et dirigées par d'anciens agents des services de renseignement israéliens, à vendre des logiciels espions soit dans le but d'obtenir les faveurs diplomatiques du gouvernement israélien, soit dans le but de tirer profit de la vente de ces logiciels dangereux au plus offrant.

- Que les entreprises israéliennes de logiciels espions vendent un produit qui a été testé sur des palestiniens au cours d'une occupation israélienne caractérisée par ses politiques d'apartheid et son oppression des organisations de la société civile. De fausses accusations de terrorisme furent justifiées par des « preuves » recueillies, parmi d'autres moyens, avec des logiciels espions, et qui se sont par la suite avérées falsifiées,

L'ECCP tient à solliciter le comité PEGA d'avoir inclus ces trois points dans ses recommandations finales.

Les **points 425-431** en particulier doivent attirer notre attention.

L'oppression et l'espionnage israéliens ne nuisent pas seulement aux palestiniens, mais les moyens de leur mise en œuvre sont achetés par des régimes autoritaires, des politiciens corrompus et même de riches hommes d'affaires et sont utilisés contre les citoyens européens. Le comité PEGA reconnaît que ce chemin qui mène de l'oppression des Palestiniens à l'oppression des européens existe bel et bien, et s'est prononcé haut et fort contre la prolifération de telles violations.

Parallèlement, la Direction du commerce de l'Union européenne envisage de publier une nouvelle réglementation sur l'exportation de logiciels espions (qu'elle appelle « articles de cybersurveillance à double usage »). Elle accepte les commentaires du public (que cela soit en Europe ou ailleurs) **jusqu'au 9 juin**.

Veuillez prendre un moment pour communiquer votre avis à la Direction du commerce si vous pensez que les logiciels espions ne doivent pas être exportés à des fins lucratives vers le reste du monde, et que les entreprises israéliennes de logiciels espions (spyware) ne devraient pas être autorisées à utiliser l'UE comme tremplin pour vendre leur technologie :

<https://bdsmovement.net/Now-Is-The-Time-To-Stop-Spyware-Profiteering>

**Source:** [ECCP](#) (European Coordination of Committees and Associations for Palestine)

**Traduction :** BM pour l'Agence Média Palestine

## Tags

1. Israël
2. logiciel espion
3. Pegasus
4. Recommandations
5. spyware
6. Union Européenne

**date créée**  
2023/06/06